

Une certaine conception de l'indépendance syndicale ...

Outre la mobilisation matinale devant Bercy des fonctionnaires de l'administration des finances, il y eut, le jeudi 8 février, deux manifestations parisiennes, convergentes vers la fin, mais distinctes dans leur parcours : l'une de fonctionnaires, l'autre de personnels du rail ...

Curieux cortèges, distendus, peu virulents, où les papotages l'emportaient sur les slogans... Assortis d'un mot d'ordre de grève pourtant, lancé par les syndicats de la Fonction Publique, avec pour les grévistes un trentième de leur paye en moins ...

L'emploi et les salaires justifiaient ces deux manifs dans lesquelles la CGT tenait le haut du pavé. Pourquoi, dans ce cas, l'unité ne fut-elle, délibérément, qu'un point d'orgue à la journée revendicative et nullement son affichage résolu et constant ? Sans doute parce que la CGT, dont les statuts enchâssent la *Charte d'Amiens*, entendait, en ces débuts de campagne présidentielle lancer le message perso de son secrétaire général. Ce message a peu de chose à voir avec **la véritable revendication des travailleurs menacés par le chômage et la pauvreté**. La CGT est d'abord un appareil, qui fait la pluie et le beau temps en mobilisant ou non ses troupes ; soyons clairs, le syndicalisme que ses dirigeants pratiquent est un syndicalisme de posture plus que de revendication et en cela il se distingue à peine de celui des autres appareils confédéraux et fédéraux. Les confédérations et les fédérations vivent pourtant du militantisme de la base, de celui qui s'engage sur le terrain et que les syndicats de corps et de métiers pratiquent encore. Mais **ce militantisme est utilisé par les directions syndicales liées aux confédérations et fédérations pour perpétuer les structures d'appareil** comme si celles-ci étaient des fins en soi.

L'indépendance syndicale, ce n'est pas de dire, ou de faire comprendre, aux pouvoirs publics et au patronat que les permanents des grandes confédérations sont leurs seuls interlocuteurs dans le débat social, mais de **donner la parole au terrain, là où les questions d'emploi, de salaire, de conditions de travail sont posées au quotidien par les travailleurs eux-mêmes**. Prétendre parler à leur place et en fonction de l'interlocuteur politique trahit une méconnaissance totale de la *Charte d'Amiens* : **quand le syndicalisme met en tutelle ceux qu'il a pour mission d'aider à s'émanciper, il est évident qu'il a perdu de vue sa raison d'être**.

Les fonctionnaires, et particulièrement ceux de l'Education Nationale, ont besoin du syndicalisme indépendant pour défendre leur pouvoir d'achat, leurs métiers et les services publics. Leur mobilisation, au moment où les candidat-e-s leur font les yeux doux, oubliant qu'à tour de rôle ils les ont vilipendés, méritait mieux qu'**une instrumentalisation par la plus ancienne organisation confédérale de ce pays**, dont le seul propos le 8 février était de faire savoir qu'elle était incontournable, fusse pour maltraiter ses mandants.

Ici et là, à droite, à gauche ... Mais où est la CGT ?